L'adoucissement de ce bill concernant l'ordre public, le bill C-181, atténuera-t-il aux yeux du ministre la validité d'invoquer tout d'abord la loi sur les mesures de guerre? Si, comme l'a décrit le gouvernement, la loi sur les mesures de guerre est un instrument brutal, ce bill ne risque-t-il pas d'être qualifié du même épithète? Voici une autre question que je me suis posé: le procureur général du Québec a-t-il informé le gouvernement qu'à moins de recevoir ces pleins pouvoirs extraordinaires —je fais allusion aux pouvoirs contenus dans le bill C-181—il démissionnera, jetant ainsi le gouvernement Bourassa une fois de plus dans un nouvel état de choc? Ma troisième question est la suivante: s'agit-il d'un bill de droite sur l'ordre public destiné à apaiser les brandisseurs de sabre partout au Canada, ceux qui décèlent dans tout changement un symbole de laxisme latent à éliminer immédiatement? En outre, le bill C-181 touche-t-il de quelque façon aux objectifs politiques futurs du ministre?

Ce sont là des questions pertinentes à mes yeux. Je n'en connais point la réponse; je ne fais que les poser.

Je désire proposer un amendement à l'article 15 du bill. Je propose d'étendre au Parlement le droit actuel du gouvernement de limiter la durée de la période de mise en vigueur du bill au 30 avril 1971. A l'heure actuelle, l'article 15 stipule:

La présente loi cessera de s'appliquer le 30 avril 1971 ou à la date antérieure qui pourra être fixée par proclamation, à moins qu'avant le 30 avril 1971 ou toute date antérieure fixée par proclamation, les deux Chambres du Parlement n'aient ordonné, par résolution conjointe, que la présente loi restera en vigueur jusqu'à une date spécifiée dans la résolution, auquel cas la présente loi cessera de s'appliquer à cette date.

Voici mon amendement. Je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord:

Qu'on modifie l'article 15 en y ajoutant, à titre de paragraphe (2), ce qui suit:

«(2) un avis de motion émanant de l'une des deux Chambres, signé par dix de ses membres et établi en conformité de son Règlement, demandant qu'une date antérieure soit fixée par proclamation en vue de l'expiration de la présente loi, sera débattu à ladite Chambre aussitôt que possible dans les quatre jours de séance suivant le jour où l'avis de motion aura été présenté.»

et en ajoutant le numéro «(1)» au premier paragraphe de l'article 15.

J'ai ici deux copies de cet amendement. En 1960, monsieur le président, on a inséré dans la Déclaration des droits un amendement qui visait la loi sur les mesures de guerre et qui reconnaissait pour la première fois au Parlement le droit de fixer une date antérieure pour la révocation de la loi précitée lorsque dix députés font connaître par écrit leur intention de tenir un débat. Nous savons que l'article 15 renferme un paradoxe, car le Parlement a le droit de prolonger les pouvoirs spéciaux au-delà du 30 avril, mais seul le gouvernement peut en abrégier la durée. Je le répète, c'est inacceptable, car le Parlement ne doit pas être placé dans une position de subordination devant l'autocratie dûment élue.

A mon avis, il y a deux circonstances où le Parlement peut invoquer le droit de demander la révocation de la loi. Je pense avoir employé le bon vocabulaire. Le premier cas, c'est lorsque la police se rend coupable d'excès et d'injustices, sujet dont il a beaucoup été question cet

après-midi et ces jours derniers. Je le répète, il doit s'agir d'excès et d'injustices de la police qui causent une tension mentale ou physique chez les personnes arrêtées en raison d'un simple soupçon. En l'occurrence, le Parlement doit invoquer le droit en question. Le deuxième cas se présente lorsqu'on ne peut démontrer la nécessité, par suite d'un retour à la normale, en l'occurrence, au Québec, de restreindre les droits civils de tous les Canadiens plus longtemps. Dans ces circonstances, le Parlement doit se prévaloir de ce droit pour mettre un terme à des pouvoirs extraordinaires qu'il juge inutiles.

J'espère que le ministre et ses collègues étudieront cet amendement. La semaine dernière le ministre a dit qu'on s'était basé sur un jugement de valeur pour invoquer les pouvoirs spéciaux et la perte consécutive de la liberté privée. Il a fait savoir que le gouvernement était prêt à prendre ce risque après avoir formulé ce jugement de valeur. C'est parfait. Il est inutile, à mon avis, de féliciter le ministre d'avoir pontifié sur des questions évidentes. Tout le monde sait que les pouvoirs spéciaux entraînent une perte correspondante de liberté. Nul ne l'ignore. Je le sais et tous les Canadiens le savent et sont prêts à l'accepter. On va perdre une certaine liberté. Le jugement de valeur nous le dit par lui-même. Or ce n'est pas à la perte de la liberté que nous nous opposons; nous voulons savoir quelle sera l'étendue de cette perte et pendant combien de temps elle durera? Pour répondre au besoin, et pour relever le défi réel ou imaginaire lancé à l'État, nous devons être prêts et nous avons dit l'être, à perdre une certaine liberté. Reste à savoir quel degré de liberté nous perdrons? Voilà ce qui distingue notre attitude de celle du gouvernement. C'est sur ce point que nous divergeons d'opinions avec le gouvernement et que nous ne le suivons plus.

J'espère que cet amendement raisonnable destiné à autoriser le Parlement à écourter la durée d'existence de la mesure, sera accepté. Il doit en avoir le droit afin de modifier la date d'expiration. Le gouvernement doit partager ce droit avec le Parlement qui, on le crie sur tous les toits, est le plus haut tribunal du pays.

• (4.40 p.m.)

L'hon. M. Turner: Monsieur le président, l'amendement vise à changer l'article sur l'expiration de la loi et à y prévoir que dix députés pourraient, en signant une résolution à cette fin, obtenir un débat à la Chambre avant le 30 avril 1971, date où le bill, ou la loi à ce moment-là, cessera de s'appliquer. C'est de propos délibéré que nous avons décidé d'une brève durée d'application, se terminant le 30 avril 1971. Nous avons dit bien clairement que la responsabilité du gouvernement pourra prendre fin plus tôt si la chose nous semble possible.

Nous avons clairement expliqué aussi que l'application du bill ne pouvait se prolonger au-delà du 30 avril sans une résolution conjointe à cet effet, des deux Chambres du Parlement. Autrement dit, nous nous en remettons au Parlement de la nécessité de prolonger l'effet du bill au-delà du 30 avril 1971. C'est comme cela, selon nous, qu'il faut procéder. Si nous voulons prolonger l'effet du bill, nous consulterons le Parlement avant le 30 avril 1971. Nous nous bornons à demander l'autorisation du Parlement pour mettre fin à l'application de la loi avant le 30 avril 1971, si la situation le permet.